

## Autonomie, violence et politique

Par C. O. (Janvier 1978)

Plutôt que les interventions et proclamations des « groupes autonomes » sur la violence, c'est l'intérêt suscité par ceux-ci qui doit lui-même attirer l'attention. Cet intérêt n'est pas dû uniquement à un phénomène de mode. S'intéresser à ce qui se passe chez les autonomes, c'est aussi une façon de reconnaître la connivence définitive entre l'ordre social et les organisations de gauche ou gauchistes (partis, groupuscules, syndicats). Le rôle de ces organisations dans la gestion étatique du capital, comme participant actuel, futur ou imaginaire – la place de l'opposition dans le système de la politique, son allégeance totale à la logique des médias –, le militantisme épuisé et qui tourne à vide : voilà ce qui est apparu de plus en plus nettement depuis 1968. Dans les grèves sauvages, les occupations, Lip, les actions de quartier, les mouvements lycéens et étudiants – celui de 1976 en particulier qui a quand même produit, avant de se résorber lui-même, la totale déconfiture des groupes politiques et des syndicats au sein de l'université, face aux inorganisés. C'est à travers tout cela qu'a pris corps le thème de l'autonomie ; et, en effet, ce n'est pas une nouveauté en 1977, puisqu'elle a été mise en avant depuis bien longtemps, sous une forme ou une autre, par divers mouvements et courants libertaires ou ultragauches.

### Sommaire

- [La « victoire » de Malville](#)
- [L'institution « manif »](#)
- [Le « camarade Baader »](#)
- [Libération, enjeu politique](#)
- [Attention « mouvement » \(...\)](#)

A côté de la recherche d'un spectacle, la plupart des gens qui fréquentent, hors de tout objectif, organisationnel ou politique au sens strict, les assemblées des groupes autonomes, sont là pour retrouver des lieux d'échanges pour des expériences diverses que l'opposition politique est toujours prête à neutraliser ou à récupérer à son profit ; et à un niveau d'expression qui soit autre chose que la caricature du discours du pouvoir. D'autre part, cet intérêt a aussi son origine dans les éléments de radicalité qui ont marqué en Europe toute une série de mouvements sociaux (Portugal, Italie, Espagne) ou de courants de résistance au totalitarisme répressif et préventif des Etats. Dans leurs aspects les plus novateurs et les plus ouverts, ces divers mouvements à l'échelle internationale ont rencontré l'opposition la plus résolue des organismes d'opposition (en Espagne, en France, en Italie). L'intérêt pour les groupes autonomes se nourrit ainsi de l'attention portée au caractère a-national ou international de la résistance à l'ordre établi et aux normes diverses de sa reproduction. En témoignent les grands et confus rassemblements de Malville, Barcelone, Bologne ; les préoccupations mondaines n'en étaient pas absentes, mais leur importance réside surtout dans les besoins d'échanges, d'analyses, de coordination, qui s'y sont intensifiés et qui subsistent en donnant naissance à d'autres projets. Ces projets sont loin de manifester une totale indépendance par rapport aux attitudes traditionnelles ou aux idées à la mode ; du moins correspondent-ils, au moins en partie, à des attentes et des recherches communes qui, dans certains milieux, visent à s'affranchir des schémas centralistes et manipulateurs.

Il y a donc résurgence, même irrégulière et difficile à localiser, d'une exigence d'indépendance et d'autonomie dans les perspectives, dans les modes d'intervention, dans les terrains où peut s'affirmer la résistance. Est-ce que cette exigence rencontre dans les pratiques et les discours des « groupes autonomes » un niveau d'expression qui lui corresponde ? Ou bien un décalage manifeste, appelant une critique à la mesure des déceptions qui s'expriment de plus en plus nettement à leur propos ? Toute une série d'exemples montrent que les pratiques mises en avant ou mises en actes par les groupes autonomes (de la région parisienne ou d'ailleurs, et par bien d'autres avant eux) relèvent du même schéma : opposer à des formes faibles, passives, des comportements politiques traditionnels, des formes prétendument dynamiques et actives mais relevant au fond des mêmes comportements, du même type d'intervention, sur des terrains analogues ; sans aucune remise en question réelle en dépit de prétentions tapageuses, et en résistant opiniâtrement aux attentes ou aux tentatives de débat de fond : celles-ci, dans les assemblées d'autonomes, sont régulièrement minées par la passivité découragée de la plupart, et surtout par les tirades hyper-politiques et les rodomontades de fier-à-bras de quelques-uns. On peut voir également que seul « l'anti-gauchisme » y sert de terrain d'accord et de reconnaissance mutuelle, lieu commun où se concentrent l'agressivité et la frustration, la dénonciation répétée des gauchistes tenant lieu finalement de toute réflexion collective.

### **La « victoire » de Malville**

Tout ce qui a été dit sur les événements de Malville du côté des autonomes revient pour l'essentiel à faire la distinction entre, d'une part, les organisateurs écolo-gauchistes du rassemblement, ennemis de la violence quand elle n'est pas de « masse » ou même de la violence tout court, et manipulant pourtant les manifestants de telle sorte que ceux-ci s'y sont trouvés livrés sans défense possible et, d'autre part, les éléments autonomes, soucieux d'assurer leur propre défense par leurs propres moyens et s'efforçant en outre d'apporter aux manifestants, supposés potentiellement prêts à tout, des perspectives « offensives », à la hauteur des objectifs et de l'importance du rassemblement.

Il valait pourtant la peine de réfléchir sur le caractère indéterminé et global des raisons qui faisaient venir là des gens de toutes parts ; personne n'a tenté d'énoncer ces raisons de façon « autonome » par rapport à l'objectif officiel et abstrait : atteindre le site et « l'occuper ». On s'est contenté de mettre en cause l'inconséquence « criminelle » des organisateurs, la « fascisation » du pouvoir ou sa « militarisation », et la passivité des manifestants. Or, il est très probable que la plupart de ceux-ci n'avaient que des idées vagues sur ce que signifie la construction des centrales nucléaires et des surgénérateurs, et plus vagues encore sur la nécessité et, surtout, la possibilité d'imposer par la force l'occupation du site, un jour précis, face aux forces de l'ordre. Ils avaient pourtant sûrement une motivation commune, assez puissante pour qu'ils se déplacent à travers la France et l'Europe et restent ensemble deux jours et deux nuits sous la pluie [1] : c'était peut-être pour prendre part à un acte d'affirmation, d'opposition collectives aux pratiques d'Etat, à un refus collectif de l'Etat lui-même, du moins tel qu'ils se le représentaient ; non pas de tout Etat, car tous n'étaient pas libertaires, mais de la forme sous laquelle ils le connaissent, directement et indirectement, et auquel ils ont affaire : l'Etat comme force anonyme, autoritaire, omniprésente, militaire. Cet Etat, à Malville comme à Kalkar, était saisi sous la forme exclusive de l'Etat nucléaire et policier ; il allait bientôt pouvoir être appréhendé sous celle du terrorisme de l'Etat antiterroriste en Allemagne. Et c'est à partir de cette base commune d'opposition qu'il importait de trouver des formes de rencontre, d'expression, d'intervention qui y correspondent, aussi difficile que cela soit.

Or, apparemment, les débats de Malville et de l'après-Malville ont surtout porté sur le maintien de l'objectif et sur la violence ; à l'exception de certaines lettres dans *Libération* et de certains textes d'*IRL*, ils n'ont pas réussi à dépasser le niveau des formules pompeuses et vides, du genre : « Se donner les moyens », « Mener des actions offensives », « Assurer des niveaux d'affrontement à la hauteur des objectifs » [2]. Et ni les blessés ni le mort de Malville n'ont permis de sortir de la fausse alternative violence/non-violence. Fausse alternative, pas seulement parce que, comme le disent les autonomes, la violence est déjà là dans le rapport,

imposé par l'Etat, à la ville, au logement, au travail, rapport qui engendre inévitablement des formes de résistance, en particulier violentes ; ce qui est incontestable. Mais fausse alternative dans le cas précis de Malville (et les autres cas semblables, manifs, etc.). Parce que là, les moyens de la violence sont et restent d'un seul côté, celui du pouvoir ; parce que recommander aux manifestants, comme le faisaient certains, d'apporter masques, casques, mouchoirs, bâtons et cocktails, ne peut être que dérisoire et mystificateur, face à des forces armées, et pas seulement de grenades offensives.

Malville et la mort de Vital Michalon ont, bien entendu, montré que le pouvoir, non pas se « militarisait » comme on l'a dit, mais était bel et bien prêt à utiliser ses forces militaires et s'y était soigneusement préparé : on le savait, et le déroulement du rassemblement de Kalkar en a fait la démonstration supplémentaire. Mais les clameurs d'indignation qui ont suivi ont aussi révélé quelque chose qui était pourtant visible depuis 1968 : que les manifestants « offensifs » attendent du pouvoir qu'il respecte une convention tacite, celle de ne pas faire usage des armes qu'il possède et qu'il déploie, qu'il en reste au niveau de la démonstration. Et quand il tire (le premier, évidemment, étant le seul à être vraiment armé), on dit qu'il se militarise. Ceux qui appellent à l'affrontement n'évoquent jamais le cas où les forces de l'ordre, acculées, sortiraient leurs armes, ni les moyens de faire face : et pour cause.

Pourquoi ce silence, pourquoi cette illusion ou cette croyance en une convention imaginaire ? Sinon pour pouvoir continuer à présenter comme un combat réel (que les non-violents « refusent » alors que les autres font semblant de l'assumer, comme s'il y avait le choix) des types d'affrontement essentiellement ostentatoires, politiques et aliénés, que l'Etat seul peut transformer en combat réel à son avantage. Et tout cela, aujourd'hui, sous le signe de « l'autonomie » ! Rien d'étonnant donc à ce que Malville, loin d'être l'occasion de clarifier les choses, ait encouragé beaucoup de gens à persévérer dans les mêmes attitudes stériles et les mêmes mystifications [3]. Il y a eu cependant des tentatives pour jeter sur tout cela un autre regard, plus « autonome » [4].

### **L'institution « manif »**

Ainsi, certains ont compris que le rassemblement de Malville, du fait des « offensifs » comme des « non-violents », s'est laissé ramener finalement au scénario familier de la manifestation de masse parisienne : un cortège massif et passif se fait promener d'un point à un autre, sur un parcours plus ou moins connu d'avance, et doublé par de petits groupes qui font un peu de casse, harcèlent un peu les flics et se dispersent évidemment quand ceux-ci interviennent pour de bon [5]. Exactement le schéma qui s'est retrouvé dans la manifestation pour Klaus Croissant. Celle-ci, comme toutes les autres, était dès le départ enfermée dans le dilemme : manif digne et « sans bavures », promenade familière ou manif résolue, « offensive », « obligeant » enfin « le pouvoir à se montrer sous son vrai jour » ! Et même chez les autonomes, certains ont finalement réagi à cette alternative illusoire et récusé la « violence spectacle », la « violence démonstration », son caractère « réactif » par rapport aux gauchistes, et la manipulation des manifestants par les « offensifs » eux-mêmes [6]. Mais il faut en arriver à se demander ce que sont les manifs aujourd'hui. Bien entendu, on y retrouve, comme à Malville, des gens très différents, et pour une part dans le même acte d'opposition globale à l'Etat. Il n'empêche que les manifs font maintenant partie des actes majeurs du fonctionnement politique normal (à côté des élections, des meetings, des débats télévisés, etc.). Dans leur déroulement, dans leur parcours, dans leur inscription dans l'espace urbain (bousculés en 1968, mais bien rétablis depuis), les manifs sont devenues une forme politique traditionnelle, intégrée, prévisible jusque dans ses « débordements » ; c'est une seule et même forme qui s'accomplit dans ses deux composantes « d'ordre » et de « désordre », de « service d'ordre » et de « casseurs ». Et surtout, les manifs sont dans leur déroulement ordinaire passif/offensif complètement déconnectées du milieu socio-urbain où elles prennent place, dans un état de séparation ou même d'opposition à peu près total par rapport à lui. Cela n'a plus rien à voir avec la forme originaire des manifs, expression collective spontanée surgie sur un terrain qui la soutenait de bout en bout et lui donnait son sens.

Cela veut dire qu'aujourd'hui les manifestants ne manifestent plus que pour eux-mêmes et pour le pouvoir, c'est-à-dire pour les médias : en plein narcissisme politique. Dans les manifs, la gauche regarde le pouvoir et les gauchistes regardent la gauche, l'un et l'autre installent leur service d'ordre et manifestent « dans le calme » à l'intention d'un public absent ; et les « autonomes », à leur tour, manifestent dans l'offensive à l'intention des gauchistes, au même moment, au même lieu, dans le même cadre, à quelques différences près dans l'uniforme. Le système manif est maintenant tout à fait au point, dans ses deux versions : sans incidents et avec incidents (ce sont les seules données, avec le nombre de manifestants, sur lesquelles les médias « informent »). A-t-on remarqué que dans les manifs de « masse », par exemple celles du 1er Mai ou de la gauche en général, les banderoles des syndicats, entreprises, sections de partis, etc., sont si nombreuses et si rapprochées qu'elles ne peuvent de toute façon être lues par personne et n'ont d'usage que pour ceux qui les portent, comme les slogans n'en ont que pour ceux qui les crient (selon la loi du mégaphone) ? S'il y a encore du monde dans les manifs, ce n'est pas tellement parce que survit l'espoir qu'il s'y « passe quelque chose » ou que le sens en soit différent des précédentes ; c'est plutôt parce que la rue pour les manifs reste, avec la Mutualité pour les meetings et l'Université pour les AG, l'un des quelques espaces banalisés, aménagés ou abandonnés par le pouvoir, afin que puissent s'y rassembler de façon contrôlable ceux à qui il ôte par ailleurs toute possibilité de se constituer eux-mêmes un cadre d'action commune. Voilà ce que ne comprennent pas les « offensifs » (militants, étudiants, marginaux) qui croient choisir ces espaces d'intervention alors qu'ils n'y sont que relégués. Ce qui ôte aux manifs toute capacité de signification « autonome », c'est qu'il ne s'y concrétise pas une relation réelle entre une collectivité agissante et le milieu auquel elle s'adresse et qui réagit à cet appel (comme dans les manifs de 1968 à Prague).

Ni les autonomes, ni les gauchistes, dans leur identique dépendance à l'égard des formes politiques intégrées, ne sont en mesure d'en transformer la nature. Déjà les autonomes, retombant dans les attitudes de ceux qu'ils critiquent tant, se félicitent d'avoir été là, d'avoir pu crier « leurs » slogans, d'avoir été « présents », c'est-à-dire vus, repérés, commentés par leurs adversaires et par les médias [7]. Et leurs justifications théoriques présentées comme des débats de fond se réduisent à peu près toutes à un seul et unique argument, irréfutable en soi : l'inutilité des manifs traîne-savates. Mais l'inutilité des manifs traîne-savates ne prouve pas moindrement l'utilité des manifs « avec incidents », des harcèlements ou des dégradations sans portée. Pour éviter tout malentendu : prendre acte de certains actes violents comme significatifs d'un niveau de désintégration de l'ordre établi, c'est une chose. Théoriser ces actes et les recommander en les élevant au rang de conduites porteuses de capacités merveilleuses de subversion globale et généralisée (comme le fait le discours des autonomes), c'est tout autre chose [8]. En les identifiant au « mouvement révolutionnaire », on aboutit en réalité à faire des formes d'action de ce genre un critère pour distinguer ceux qui sont du côté de l'ordre et ceux qui sont contre.

### **Le « camarade Baader »**

Dans les positions des autonomes sur les actions du type NAPAP, RAF ou BR, on note en effet deux soucis majeurs : bien marquer que les groupes ou les individus qui les pratiquent sont des « révolutionnaires authentiques », des « camarades » [9], et souligner que ces actions prennent bien place dans « le mouvement », même si l'on croit bon d'évoquer ensuite quelques considérations critiques [10]. Mais revendiquer la qualité de « révolutionnaire » pour d'autres n'a pas beaucoup plus de sens que quand on le fait pour soi-même. Évidemment, c'est encore une façon de prendre le contre-pied des organisations gauchistes-léninistes, qui n'acceptent la violence que dûment contrôlée par « le parti authentique de la classe ouvrière », c'est-à-dire par elles-mêmes ; mais on est habitué à voir les groupes d'extrême gauche se disputer cette qualité et se taxer réciproquement de contre-révolutionnaires ; ces revendications et ces anathèmes ne présentent aucun intérêt. Il est donc remarquable que de prétendus autonomes, y compris des libertaires, croient marquer une rupture en retrouvant les attitudes familières des politicards d'extrême gauche. Et cela n'aide en rien à comprendre la nature des actes de la RAF. C'est un fait qu'il n'y a pas eu en France sur ce

sujet un débat comparable à celui qui s'est développé en Allemagne, malgré le climat d'hostilité organisée (articles, recueils, tracts, comme ceux des Mescaleros de Göttingen). Raison de plus pour prêter attention aux analyses qui ont pu être faites ici. Elles ont mis en avant essentiellement deux thèmes :

► 1. Même si l'on accepte de distinguer entre ces diverses actions (ordinateur militaire, Schleyer, otages de Mogadiscio), on souligne avant tout que l'isolement et la militarisation des gens de la RAF est due en dernier ressort à la démission des révolutionnaires [1]. Cette position qu'on rencontrait déjà à propos des actions des GARI (cf. *La Lanterne noire* n° 3) revient à dire : si nous sommes ou s'ils sont seuls, ce n'est pas à cause du type d'action qu'ils choisissent, c'est parce que les autres ne les suivent pas, ce sont les autres qui sont responsables. Au lieu d'analyser la nature de ces actions, on dénonce. (Ce que peut être un révolutionnaire qui démissionne, le comprenne qui pourra !)

► 2. Et si certains révolutionnaires (RAF, NAPAP) sont retombés dans les schémas du vieux mouvement ouvrier (bras armé, noyau du futur parti) et se sont retrouvés seuls, les conditions d'aujourd'hui sont différentes, elles attestent que le « mouvement est prêt et capable, sans attendre la permission des gauchistes, de défendre ses besoins en assumant massivement un haut niveau d'affrontement avec l'Etat... de façon que, dans son ensemble, il puisse se reconnaître dans chaque action violente menée par de petits groupes. » [11]

Mais la force et l'étendue du « mouvement » donne-t-elle une garantie de ne pas retomber dans le face-à-face avec l'Etat ? La réponse est non : « Le mouvement (c'est-à-dire les luttes populaires et ouvrières, les dynamiques organisationnelles qu'elles suscitent) existe, il a ses échéances [?] et ses points de force [...] Seul un rapport politique établi entre les structures militaires et le mouvement lui-même doit permettre d'accorder les échéances de ses composantes [?] sur le terrain de la violence. C'est le rapport avec les besoins exprimés par les différents secteurs de lutte qui doit permettre d'éviter l'émergence de structures politico-militaires clandestines et isolées sur leur propre pratique. Les étudiants, les jeunes, les chômeurs, les femmes, les ouvriers, les immigrés ont à affronter tous les jours une série de violences [...] et ce n'est pas l'appel à un bras armé qui leur permettra d'affronter ce terrain dans la fac, dans l'usine, dans la société. [...] Nous ne sous-estimons pas les difficultés que ce genre de problèmes pose et continue de poser aux instances politiques [?] de l'autonomie ouvrière et prolétaire. La question du contrôle politique absolu [?] des instances de luttes sur le degré de violence qu'elles doivent déployer pour se défendre et pour consolider leur acquis, ne peut être résolue et posée en termes non-terroristes que dans la mesure où elle surgit chez les militants impliqués directement et politiquement dans les luttes. La garantie est là. » (*Camarades*, n° 4-5, p. 29). Ainsi, le militantisme et le militant rencontrent-ils, avec cette perspective de contrôle politique absolu sur la violence, une nouvelle jeunesse. S'il s'agit de dire que les gens qui luttent sont les mieux placés pour savoir si leur résistance doit prendre une forme violente et laquelle, on ne peut qu'être d'accord et appeler cela l'autonomie.

Mais ce galimatias inquiétant, développé à propos des actions type RAF et NAPAP, évoquant le rapport politique entre les structures militaires et le mouvement, contourne soigneusement la question principale : en quoi ces actions violentes indiquent-elles aux militants ou aux non-militants le lieu et la forme d'une intervention réelle, susceptible d'extension, d'échos, de conséquences, « autonome » et capable de transformer dans le sens d'une plus grande autonomie les rapports de forces qui les oppriment plus ou moins violemment ? C'est la question que se sont posée en Allemagne et ailleurs ceux qui, secoués par les affaires Lorenz, Buback, Schleyer, Mogadiscio, Stammheim, etc., se sont interrogés sur la nature de ces actions et la continuité qu'il y avait entre elles, historiquement et théoriquement. Ce qui les a conduits à percevoir, en particulier dans la prise d'otages de Mogadiscio, une violence symétrique à celle de l'Etat et de même nature qu'elle : celle qui s'empare d'individus dépossédés de leur responsabilité sociale et politique, et qui, au nom de la responsabilité qu'ils auraient dû prendre mais sans leur donner aucun moyen de se la réapproprier, les traite exactement comme le pouvoir le fait : en objets, en instruments pour obtenir des reculs ponctuels de celui-ci [12]. Plutôt que de s'engager à leur tour dans ce débat, les autonomes ont trouvé plus urgent de crier : « Oui, Baader était un camarade » et de s'en prendre à *Libération*.

## Libération, enjeu politique ?

A en croire les autonomes (cf. par exemple *Front libertaire* n° 77), l'occupation de Libération aurait manifesté sous un autre aspect l'irruption de l'Autonomie dans la vie politique antipolitique. *Libé*, July s'étaient mal conduits à propos de Stammheim et envers les autonomes, la mesure était comble. De notoriété publique, *Libé* s'était mis en place sur le marché de la presse avec le soutien militant et financier non seulement des lecteurs habitués mais de collaborateurs qui souhaitaient contribuer à un travail d'information tout différent des pratiques de la presse bourgeoise (voir l'expérience des APL). *Libé* s'était donc installé sur le terrain de l'information en un lieu situé à la croisée du politique, du social, du militantisme d'extrême gauche et de l'anti-militantisme, du vécu quotidien, de la culture et de la mode radicales. Cette fonction nouvelle, *Libé* l'a occupée de façon également spécifique, sans les ressources habituelles des organes de presse, et sur la base d'un rapport plus ou moins mystique entre le journal, ses collaborateurs et ses lecteurs. L'institution une fois en place, elle ne pouvait plus que se plier aux exigences d'un fonctionnement « professionnel », ce qui fut le grand tournant de *Libé*, le consacrant comme quotidien à côté des autres, sinon comme les autres. Ce développement n'avait pas manqué de susciter des frustrations, des déceptions, des rancœurs, tant chez certains collaborateurs qui s'y étaient retrouvés en position subalterne que chez pas mal d'usagers. Chez tous ceux qui s'étaient, à un moment ou l'autre, heurtés aux « structures » du journal (direction, hiérarchie, division fixe du travail, spécialisation, impératif de production). La chose était entendue pour beaucoup.

De sorte que les responsables de *Libé* auraient dû être agréablement surpris, somme toute, de voir que certains lecteurs (les autonomes) prenaient encore le journal au mot, en quelque sorte, et le situait de façon avant tout politique, par rapport au « mouvement » (même si c'était pour en dénoncer la « trahison », la collusion « réformiste », etc.). Mais si tout journal vit de la naïveté d'une partie de ses lecteurs, celle-ci n'est pas éternelle, ce sont les risques du métier : ceux qui se veulent justement des professionnels n'ont évidemment pas à s'en plaindre. Il est donc établi que pour ses lecteurs, *Libé* n'est qu'un instrument (et un objet de consommation) éventuellement utilisable dans des limites bien fixées, et pour une frange du milieu radical ou contestataire : tout y peut trouver un écho (gauchisme, marginalité, luttes sociales, élections, programme commun et même autonomie), mais un écho teinté du ton *Libé*. En outre, le hasard, la mode, et évidemment aussi les préoccupations de certains collaborateurs, permettent parfois d'y trouver, à côté d'informations d'intérêt local, l'expression de problèmes importants : les dissidents, la Chine, par exemple.

Mais le rapport réciproque d'exploitation et de consommation entre *Libé* et ses lecteurs n'est plus modifiable. S'il a été possible de clarifier dans une faible mesure les problèmes que cela pose avec les gens de *Libé*, ce n'est pas grâce aux autonomes. *Libé* n'est pas ou n'est plus un enjeu politique, et c'est indépendamment de lui que se pose le problème d'une forme différente, autonome, d'expression, d'information, de communication. Les occupants de *Libé* ont dû finalement le constater, mais semble-t-il sans prendre conscience de leur propre dépendance à l'égard de ce journal, ni des médias en général. Pas plus qu'en interpellant *Libé* sur la façon dont avaient été présentés Stammheim et la RAF, ils ne s'étaient interrogés sur la nature des actions ou entreprises qui dépendent à ce point de la présentation qui en est donnée (et qui sont donc le contraire de l'autonomie). C'est pourquoi les professionnels de *Libé* ricanaien devant ces occupants qui leur faisaient une pub inattendue en les invectivant au nom des intérêts du « mouvement » ! Quel mouvement ?

## Attention « mouvement » !

L'occupation de *Libé* s'était présentée comme « la première action du mouvement qui s'est constitué ces derniers jours ». (*Libé*, 25 octobre 1977). Toutes les déclarations et textes des assemblées et des groupes autonomes sans exception font d'abondantes références au « Mouvement Autonome » (deux majuscules). S'il est nommé, c'est bien qu'il existe, non ? En quantité, à un niveau massif : « l'autonomie parisienne, c'est

certainement aujourd'hui plusieurs milliers, voire plusieurs dizaines de milliers de personnes. » (*Front libertaire*, novembre 1977). En nature : les actions des « chômeurs, étudiants, jeunes, femmes, ouvriers, immigrés », sans compter les anti-nucléaires, les squatters, etc. En théorie : la constitution ou « recomposition » du « nouveau sujet politique de classe », « l'ouvrier masse », voir la définition ci-dessus (cf. *Camarades* n° 6). On est évidemment d'accord que de telles luttes existent et que ces mouvements, qui connaissent un développement réel bien qu'irrégulier, soulignent à un moment donné les aspects les plus invivables d'une société invivable, ceux où l'intervention est la plus nécessaire pour ceux qui peuvent y être directement présents.

Mais qu'est-ce que cela peut bien apporter de faire ainsi dans l'abstrait l'addition de ces diverses luttes et de les appeler « le mouvement » ? Est-ce pour faire comme les Allemands et surtout comme les Italiens ? Mais on sait que dans ces trois pays les conditions sont encore différentes et qu'ici, pour le moment, les luttes restent séparées les unes des autres ; « les étudiants, les femmes, les immigrés » se rencontrent peu et ne font rien ensemble, ils n'interviennent pas de la même façon en tant que « groupe ». Pour que ces clivages et ces oppositions soient mis en question pratiquement, il faut évidemment que les luttes se développent et s'étendent au point que leurs objectifs différents, leurs langages étanches, etc., en viennent à se rencontrer et à se transformer, dans une direction commune. Ce qui s'amorce en partie dans les rassemblements comme Malville. Mais comme tel, ce mouvement unitaire n'existe pas encore ici, pas plus que l'autonomie n'est d'ores et déjà la marque incontestable des luttes des ouvriers, des immigrés, des étudiants, des femmes, etc.

Ni l'incantation au « mouvement autonome », ni la théorie de l'ouvrier masse (qui autoréduit, fraude, fauche, occupe, etc.) ne peuvent se substituer à ce mouvement unitaire ni le susciter : bien au contraire. Les mouvements de ce genre qui ont existé historiquement (ou les mouvements révolutionnaires) ont toujours rencontré comme obstacle les représentations et appellations qui étaient en décalage par rapport au niveau qu'ils avaient réellement atteint. Car elles masquaient en les mystifiant les limites réelles qui subsistaient. Faire la théorie du « mouvement autonome » qui n'existe pas pour qu'il existe, en le présentant comme déjà là, c'est se condamner à développer un discours qui présentera, qu'on le veuille ou non, tous les travers de l'idéologie : abstractions, évitement des confrontations, à la limite refus bavard de tout discours comme politique... comme on le voit dans le fonctionnement inénarrable des assemblées générales d'autonomes. Ou dans les analyses imposantes où « Le Capital » apparaît aux prises avec une autre entité à sa hauteur : « Le Mouvement ».

En tant que mythe d'extrême gauche, le mouvement autonome n'a rien d'autonome. Il reproduit et renforce la dépendance à l'égard des schémas traditionnels, des slogans vides, des médias, même alternatifs, de l'idéologie. L'autonomie est en revanche un objectif pour tous ceux qui veulent le développement de pratiques collectives non manipulées, affranchies de la tutelle d'organisations autoritaires ; c'est un caractère qui peut marquer ces pratiques dans leur objet, leur terrain, leur forme, leurs relations mutuelles. L'autonomie ne peut donc être une formule, un « mot d'ordre », une référence rituelle. Dans les luttes qui existent, il s'agit, pour ceux qui y participent, de montrer ce qui est autonome et ce qui ne l'est pas. Si la réflexion accompagne l'expérience, celle-ci peut alors éviter d'être détournée, utilisée, récupérée. ●

**c. o.**

*Janvier 1978.*

## Notes

[1] « Je suis allé à Malville pour le plaisir d'être avec celle que j'aime, pour la désobéissance, pour la révolte quotidienne. » Informations rassemblées à Lyon, *IRL* n° 16.

[2] Cf. *IRL* ou *Libération* du 23 septembre 1979, « Les autonomes après Malville », où on attribue à cinquante mille manifestants l'objectif « politique » d'atteindre le site, et à « beaucoup » la même volonté

d'affrontement ; tout en refusant l'idée que ces affrontements puissent servir le pouvoir, ce texte constate ensuite que « l'Etat cherche à entraîner le mouvement à un rythme de violence où il est sûr de gagner pour le moment. » Logique autonome !

[3] *Camarades*, n° 6 : « Malville a recomposé brutalement [!] tous ceux qui étaient partis à la dérive depuis 1972. »

[4] Cf. *IRL* n° 16.

[5] Cf. la description de JMLL dans *Libération* du 24 novembre 1977.

[6] . Cf. le texte dans *Libération* du 21 novembre 1977 intitulé : « Des espaces infinis s'ouvrent à l'autonomie. »

[7] *Libération* du 21 novembre 1977, déclaration de l'AGPA : « Nous avons tenu à affirmer notre présence politique dans la riposte à l'extradition de Klaus Croissant. »

[8] Cf. le supplément pirate du *Monde diplomatique*, novembre 1977 : « La gauche et l'extrême gauche française face à la bande à Baader. »

[9] Cf. les slogans de la manif Croissant, « Lutte armée et autonomie ouvrière », *Camarades* n° 4-5 et *Front libertaire* de novembre 1977 : « Les militants de la RAF sont des révolutionnaires à part entière [?] envers lesquels il est nécessaire de développer une solidarité effective. »

[10] « L'émergence de la violence est un fait du mouvement. » *Camarades* n° 4-5.

[i] Front libertaire de novembre 1977. *L'Injure sociale*, pour sa part, est encore plus expéditive : « Le problème n'est pas de savoir où est le positif et où est le négatif dans les actes de la RAF et ses résultats (!). Des débris des vieilles théories léninistes et tiers-mondistes est née une étincelle de révolte et de refus. Leur théorie bâtarde n'a aucun intérêt. »

[11] *Camarades* n° 6.

[12] Cf. par exemple *Pflasterstrand* n° 17, octobre 1977 (« Fragmente aus unsere Kopten », et les tracts n° 1 (Buback ein Nacheur) et n° 3 (Schleyer, keln Nachruf) des Mescaleros de Göttingen.